

# COMPRENDRE POUR AGIR

Partout, on nous dit : « Ne parlez aux gens que de ce qui les intéresse. Parlez-leur uniquement de ce qu'ils peuvent comprendre... Surtout pas de choses compliquées, seulement ce qui les touche au quotidien ! »

Eh bien, face à cette France qui se recroquevillerait sur elle-même, nous faisons le pari que c'est l'inverse qui est vrai. **Nos concitoyens veulent comprendre la nature des menaces que font peser directement sur eux la finance de Wall Street et de la City de Londres.** Ils aimeraient aussi comprendre pourquoi, en France, les mêmes médias qui les ont gavés d'images de djihadistes après les attentats de Paris et de Bruxelles, ne pipent mot sur la bataille qui fait rage aux Etats-Unis pour rendre publiques les 28 pages du rapport de la Commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001, démontrant l'implication de la famille royale saoudienne.

Ils voudraient également en avoir le cœur net sur les menaces de guerre qu'ils voient se dresser. Ils voudraient savoir pourquoi, au sein d'un système financier transatlantique en plein effondrement, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne déploient leurs troupes aux frontières

de la Russie et se lancent dans la production d'armes nucléaires tactiques.

Par dessus tout, ils aspirent à comprendre pourquoi, dans leur propre pays, une classe politique autiste prend, au mépris de la démocratie et de la population, des décisions plus désastreuses les unes que les autres, depuis la gestion calamiteuse du secteur de l'énergie (Areva, EDF) et le bradage des secteurs industriels sensibles (Alstom), jusqu'à la loi El Khomri.

**comprendre  
pourquoi  
une classe  
politique autiste  
prend des  
décisions plus  
désastreuses  
les unes que les  
autres**

Sans oublier comment, le 30 mars dernier, l'Assemblée nationale a voté en toute discrétion un texte de loi consacrant le plein retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Le 5 avril, toujours en catimini, elle votait la loi introduite par Jean-Jacques Urvoas modifiant les règles pour l'élection du président de la République.

Rares sont les médias qui se sont fait l'écho de ces deux textes, pourtant lourds de conséquences pour les Français. Le premier, car il fait de la France une vassale des Etats-Unis et le rouage de sa géostratégie. Le second, car il octroie aux médias le pouvoir parfaitement anticonstitutionnel de choisir pour quels candidats à l'élection présidentielle vous serez sommés de voter<sup>1</sup>.

A partir du moment où les médias auront obtenu le privilège de déterminer quels sont les « bons » candidats – et à faire silence sur les autres – il faut se demander non pas de quoi parleront les candidats ainsi retenus, mais de quoi ils ne parleront pas. Voici quelques-uns des sujets dont vous pouvez être sûrs qu'ils ne parleront pas :

- **Couper les banques en deux** : d'un côté les banques de dépôt, de l'autre les banques d'affaires, les premières interdites de spéculation mais garanties par l'État, les autres pouvant spéculer mais à leurs risques et périls, sans être renflouées par nos impôts ou nos dépôts.

- **Le crédit productif** : l'État reprend le contrôle de l'émission monétaire, il peut émettre du crédit à bas taux pour des projets d'intérêt général : hôpitaux, écoles, énergies du futur, etc.

- **La création d'une banque nationale** alimentant et protégeant ces projets.

- Une politique de reconstruction de l'économie physique, impliquant **une augmentation substantielle des crédits pour les travaux de recherche et développement**, notamment dans les secteurs de pointe.

- Un partenariat avec les peuples et les pays qui, comme nous, reconnaissent qu'il y a un dessein commun de

l'humanité auquel il convient de participer.

- Accepter la main tendue de la Chine avec **son projet de « nouvelle Route de la soie »**, projet s'inscrivant justement dans ce dessein commun de l'humanité.

- **S'élever au dessus d'une Europe qui se détruit elle-même en imposant une austérité criminelle.**

**il faut se demander non pas de quoi parleront les candidats ainsi retenus, mais de quoi ils ne parleront pas**

Ces questions seraient-elles vraiment si lointaines et si incompréhensibles pour nos concitoyens ? Ne comprendraient-ils pas, au contraire, qu'elles sont le préalable à une réorganisation de la société sans laquelle nous ne pourrions jamais combattre réellement le recul de la France (passée 6<sup>ème</sup> puissance économique mondiale et 9<sup>ème</sup> en pouvoir d'achat), le chômage, la baisse du niveau de vie et le pessimisme d'une partie croissante de la population ? Et sans laquelle la guerre deviendra de plus en plus menaçante.

Le seul candidat à l'élection présidentielle ayant mis ces questions au cœur de son programme est Jacques Cheminade, le seul nommé visé par M.Urvoas lors de l'introduction de sa loi !

C'est en soutenant cette voix, que le système veut réduire au silence, que les Français pourront faire la différence. Préparez avec nous le sursaut !

---

1 – Cette loi, proposée par Jean-Jacques Urvoas, vise à empêcher l'émergence de candidats jugés indésirables par la caste au pouvoir, sous prétexte qu'ils ne seraient pas « représentatifs » ! En particulier, elle enterre l'égalité du temps de parole au profit du concept très subjectif d'équité, laissé à l'appréciation des médias. Donc, plus un cacique, ou ses supplétifs, est incrusté dans le système, et par conséquent considéré comme « représentatif », plus on parlera de lui. A l'inverse, moins un candidat plaira aux médias et moins il sera visible. De ce fait, on fera en sorte que, restant inconnu de la masse des citoyens, il ne devienne jamais « représentatif ».